

Comptes du bilan national et des flux financiers, deuxième trimestre de 2021

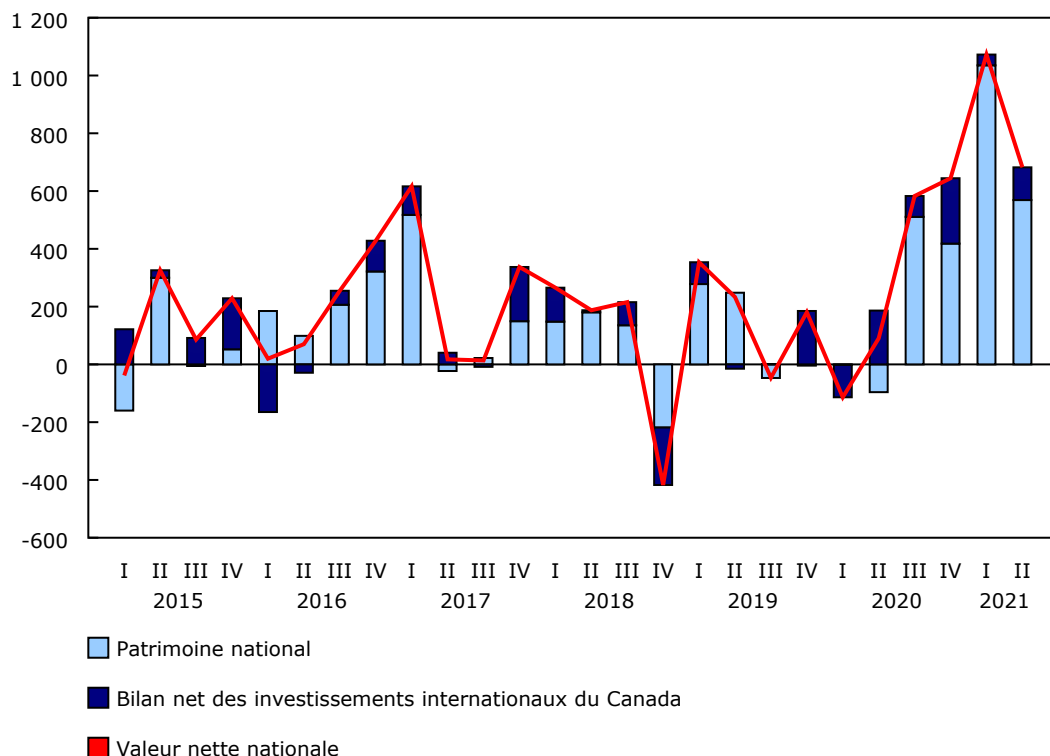
Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans Le Quotidien, le vendredi 10 septembre 2021

La valeur nette nationale augmente en raison de la croissance du patrimoine en ressources naturelles

La valeur nette nationale, soit la somme du patrimoine national et de la position d'actif net étranger du Canada, a augmenté de 4,6 % pour se chiffrer à 15 649,3 milliards de dollars à la fin du deuxième trimestre. Même s'il s'agit d'un ralentissement par rapport à la croissance sans précédent de la valeur nette au premier trimestre (+7,7 %), alimentée principalement par la vigueur des marchés du logement, le patrimoine national a continué d'afficher des hausses dignes de mention pour un quatrième trimestre consécutif. La valeur nette nationale par habitant a augmenté pour passer de 392 534 \$ à 410 149 \$.

Graphique 1 Variation de la valeur nette nationale, selon la composante

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0580-01.

La valeur totale des actifs non financiers au Canada, aussi appelée patrimoine national, s'est accrue de 4,2 % pour atteindre 14 147,3 milliards de dollars. La valeur des biens immobiliers résidentiels a progressé de 2,7 %, après avoir affiché une hausse marquée de 9,4 % au premier trimestre, et les prix ont continué d'augmenter. Le patrimoine en ressources naturelles a progressé pour un quatrième trimestre consécutif, en hausse de 265,0 milliards de dollars pour atteindre 1 402,5 milliards de dollars, sous l'effet d'une nouvelle augmentation des prix de l'énergie.



La [position d'actif net étranger](#) du Canada a poursuivi sa tendance à la hausse à la fin du deuxième trimestre : elle a augmenté de 113,2 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent pour atteindre 1 501,9 milliards de dollars. La hausse des prix du marché a donné lieu à la cinquième augmentation trimestrielle consécutive de la position d'actif net étranger. Les réévaluations découlant de la fluctuation des taux de change (-46,6 milliards de dollars) ont atténué la hausse globale. Sur le plan géographique, la position d'actif net étranger du Canada par rapport aux États-Unis s'est accrue de 23,9 % pour atteindre 875,3 milliards de dollars, alors que sa position d'actif net étranger par rapport aux pays autres que les États-Unis a diminué de 8,2 % pour s'établir à 626,7 milliards de dollars.

Faits saillants

Au deuxième trimestre, la croissance réelle de l'économie canadienne a diminué, malgré la croissance nominale du produit intérieur brut, car la hausse des prix et les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ont limité l'activité. Sur une base désaisonnalisée, les baisses des exportations et des coûts de transfert de propriété ont été à l'origine de la baisse. Les dépenses pour les services comme la nourriture et les boissons ont augmenté, tandis que les dépenses globales des ménages étaient relativement stables, au fur et à mesure de l'imposition et de la levée des décrets régionaux ordonnant de rester à domicile tout au long du trimestre.

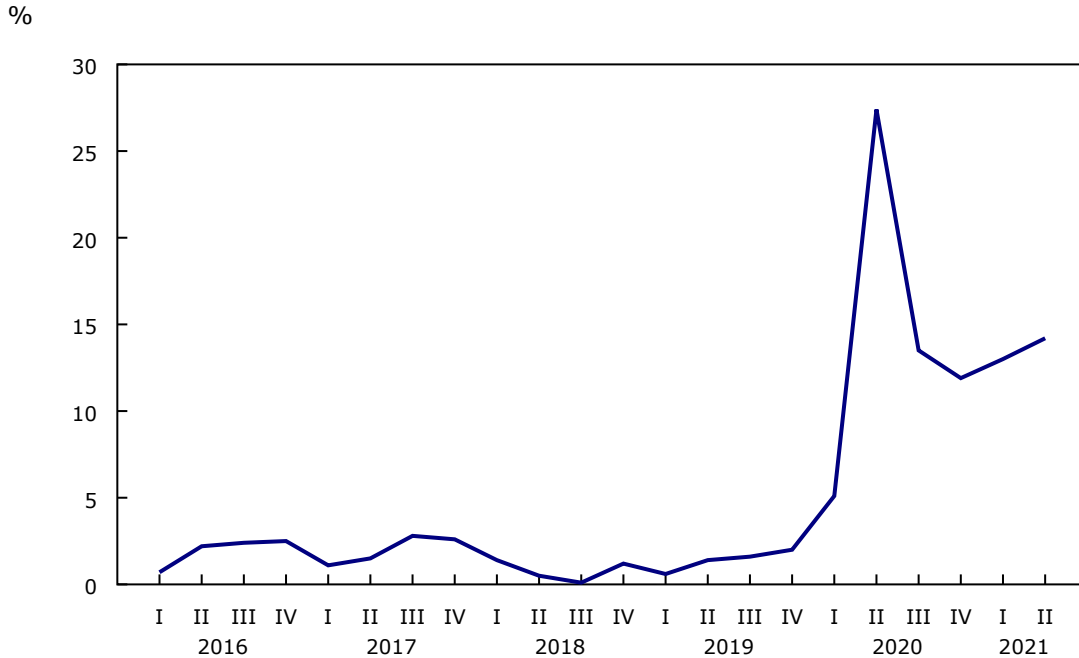
La croissance du revenu disponible des ménages, soutenue par l'augmentation de la rémunération des employés et des transferts gouvernementaux, a été supérieure à l'augmentation nominale des dépenses des ménages. Par conséquent, le taux d'épargne des ménages a connu une hausse et est demeuré égal ou supérieur à 10 % pour un cinquième trimestre consécutif, les ménages continuant d'épargner dans un contexte de restrictions liées à la pandémie et d'incertitude économique. Malgré le ralentissement des ventes de maisons existantes au cours du trimestre, le rythme des emprunts hypothécaires a doublé par rapport au trimestre précédent, ce qui a fait croître la dette hypothécaire d'un montant record, du fait du maintien de l'environnement de faibles taux d'intérêt et de l'entrée en vigueur de règles de souscription plus strictes en juin. Parallèlement, l'investissement des ménages dans les biens immobiliers résidentiels a atteint des sommets inégalés, la hausse des nouveaux ajouts au parc de logements existants s'étant poursuivie.

L'accumulation de devises et de dépôts par les ménages a repris, après avoir ralenti considérablement au premier trimestre, tandis que les placements des ménages ont profité de la vigueur persistante des marchés financiers nationaux et internationaux. La hausse de la valeur des actifs financiers et des biens immobiliers résidentiels des ménages a contribué à une augmentation de la valeur nette des ménages de plus d'un demi-billion de dollars au cours du trimestre. L'administration publique fédérale et les autres ordres de gouvernement ont continué d'emprunter en émettant des obligations plutôt qu'en ayant recours à des titres de créance à court terme. Les sociétés non financières privées ont accru leur demande de fonds, principalement en empruntant au moyen de prêts non hypothécaires et en émettant des obligations. Parallèlement, le secteur financier a augmenté son offre de fonds, grâce à un montant record de prêts hypothécaires et à l'achat de la majorité des émissions d'obligations d'État.

Le taux d'épargne des ménages continue de croître

Le taux d'épargne des ménages désaisonnalisé s'est accru pour passer de 13,0 % au premier trimestre à 14,2 % au deuxième trimestre et est demeuré à 10 % et plus depuis le deuxième trimestre de 2020. La hausse du revenu disponible des ménages a été supérieure à celle de la consommation des ménages, ce qui s'est traduit par une augmentation de l'épargne nette des ménages. Même si une partie de cette épargne a été consacrée à des niveaux record d'investissement dans des maisons neuves et des rénovations, les importants montants restants ont placé les ménages dans une position de prêt net, leurs opérations en actifs financiers ayant dépassé celles en passif (c'est-à-dire en emprunts), ce qui contribue au patrimoine financier global.

Graphique 2 Taux d'épargne des ménages, données désaisonnalisées



Source(s) : Tableau 36-10-0112-01.

Les ménages continuent d'investir dans les fonds communs de placement à un rythme rapide, ainsi que de constituer des réserves de liquidités supplémentaires

Les ménages ont ajouté 40,3 milliards de dollars en devises et en dépôts à leurs avoirs au deuxième trimestre, après un ralentissement marqué au premier trimestre. Au cours des 18 derniers mois, les ménages ont accumulé plus d'un quart de billion de dollars en devises et en dépôts, ce qui représente environ le cinquième de la consommation des ménages en 2020. Les ménages ont enregistré un autre solide trimestre de croissance des parts des fonds communs de placement : ils ont affiché des achats nets de 28,3 milliards de dollars au cours du trimestre. Pendant trois trimestres consécutifs, les achats de parts de fonds communs de placement et de fonds négociés en bourse ont été supérieurs à ceux effectués à tout moment avant la pandémie, probablement parce que les Canadiens ont cherché à investir leur épargne dans des actifs de placement produisant un rendement plus élevé, en attendant peut-être de consacrer une partie de ce patrimoine accumulé à des dépenses futures en biens et services. Selon l'[Enquête sur les attentes des consommateurs au Canada](#) pour le deuxième trimestre, les ménages prévoient augmenter leurs dépenses de plus de 4 % au cours des 12 prochains mois, mais le résultat final dépendra probablement beaucoup de l'évolution de leur état d'esprit, selon les tendances relatives au nombre de cas liés à la pandémie en cours.

Les actifs des ménages affichent une tendance persistante caractérisée par de fortes hausses

La valeur nette du secteur des ménages, c'est-à-dire la valeur de tous les actifs moins les passifs, a augmenté de 513,4 milliards de dollars pour atteindre 14 230,8 milliards de dollars au deuxième trimestre. Depuis le premier trimestre de 2020, les ménages ont ajouté près de 3 billions de dollars à leur valeur nette, alors que des hausses considérables du total des actifs ont été enregistrées au cours de chacun des cinq derniers trimestres. Les Canadiens ont vu la valeur de leurs maisons et de leurs investissements augmenter considérablement pendant la pandémie.

Selon la diffusion récente des [Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages](#) pour 2020, les ménages les plus riches (20 % supérieurs) détenaient plus des deux tiers (67,5 %) de la valeur nette au Canada, tandis que ceux se classant dans les deux quintiles les plus faibles, qui englobent 40 % de tous les ménages, détenaient 2,5 % de cette valeur au quatrième trimestre de 2020.

La valeur des actifs financiers s'est accrue de 380,1 milliards de dollars (+4,6 %). Il s'agit d'un raffermissement après une croissance plus modérée au premier trimestre. Les marchés boursiers ont continué d'enregistrer des hausses importantes au deuxième trimestre. L'indice composé de la Bourse de Toronto a progressé de 7,8 % au cours du trimestre, tandis que les marchés internationaux, y compris l'indice Standard and Poor's 500 (+8,2 %), ont affiché une vigueur semblable. Bien que les ménages ne détiennent pas de grandes quantités d'actions étrangères directement, ils possèdent des avoirs importants indirectement par l'entremise de fonds communs de placement et de fonds de pension. La valeur de ces parts de fonds communs de placement, ainsi que d'autres fonds de placement, a augmenté à mesure que les marchés progressaient.

En contrepartie de certaines hausses des actifs financiers, le passif a progressé d'un montant digne de mention de 72,4 milliards de dollars, principalement sous forme de dette hypothécaire.

Le secteur des biens immobiliers résidentiels connaît un ralentissement, alors que le volume des ventes demeure élevé

Le marché du logement est demeuré dynamique au deuxième trimestre, qui est habituellement un trimestre plus vigoureux sur le plan de l'activité immobilière, alors que la valeur des biens immobiliers résidentiels des ménages a augmenté de 2,6 %. L'activité de revente n'a pas dépassé les attentes saisonnières dans la même mesure qu'au premier trimestre, une période traditionnellement plus lente sur le marché immobilier canadien. Bien que le prix de vente moyen des maisons existantes à l'échelle nationale ait chuté par rapport au sommet atteint en mars, le prix de vente moyen a légèrement augmenté au deuxième trimestre, tandis que les hausses d'une année à l'autre des prix des [maisons neuves](#) sont demeurées près des sommets inégalés atteints en juin. Le coût de remplacement des bâtiments et des logements existants au Canada s'est accru, à mesure que les prix des matériaux ont augmenté pendant le trimestre. La valeur des structures résidentielles a connu une hausse de 5,7 % pendant le trimestre.

Les volumes de ventes de biens immobiliers résidentiels ont diminué chaque mois depuis les sommets sans précédent atteints en mars. Néanmoins, la plus forte activité immobilière résidentielle trimestrielle jamais enregistrée a été observée au deuxième trimestre, la valeur totale des ventes ayant progressé de 23,5 % par rapport au premier trimestre.

L'investissement en logement (données désaisonnalisées), qui comprend les nouveaux achats, est demeuré très important; il a affiché une hausse de 0,6 % par rapport au trimestre record précédent. Les nouvelles constructions et les rénovations, qui sont les composantes du stock de capital résidentiel, ont affiché une croissance soutenue depuis le troisième trimestre de 2020. L'investissement dans les nouvelles maisons (+8,6 %) et les rénovations domiciliaires (+7,1 %) a continué d'augmenter, probablement stimulé par l'importance accrue du logement, de nombreux Canadiens ayant continué de travailler à partir de leur domicile et de moins voyager, et les taux hypothécaires étant demeurés faibles.

Les capitaux propres des propriétaires en proportion des biens immobiliers ont affiché un léger recul, passant de 76,5 % à 76,3 % à la fin du deuxième trimestre, la croissance de la dette hypothécaire en cours ayant dépassé les hausses de la valeur des biens immobiliers. Ce recul met fin à cinq trimestres consécutifs pendant lesquels les capitaux propres représentaient une part toujours plus importante des avoirs immobiliers. Le total des biens immobiliers est passé de 487,4 % au premier trimestre à 501,3 % au deuxième trimestre et représente maintenant cinq fois le niveau de revenu disponible des ménages.

Les emprunts hypothécaires atteignent un nouveau sommet

Sur une base désaisonnalisée, les emprunts totaux sur le marché du crédit ont fortement augmenté pour atteindre 63,8 milliards de dollars au deuxième trimestre, soit plus du double du montant enregistré au premier trimestre et montant bien au-dessus du sommet précédent atteint au troisième trimestre de 2020 (+37,5 milliards de

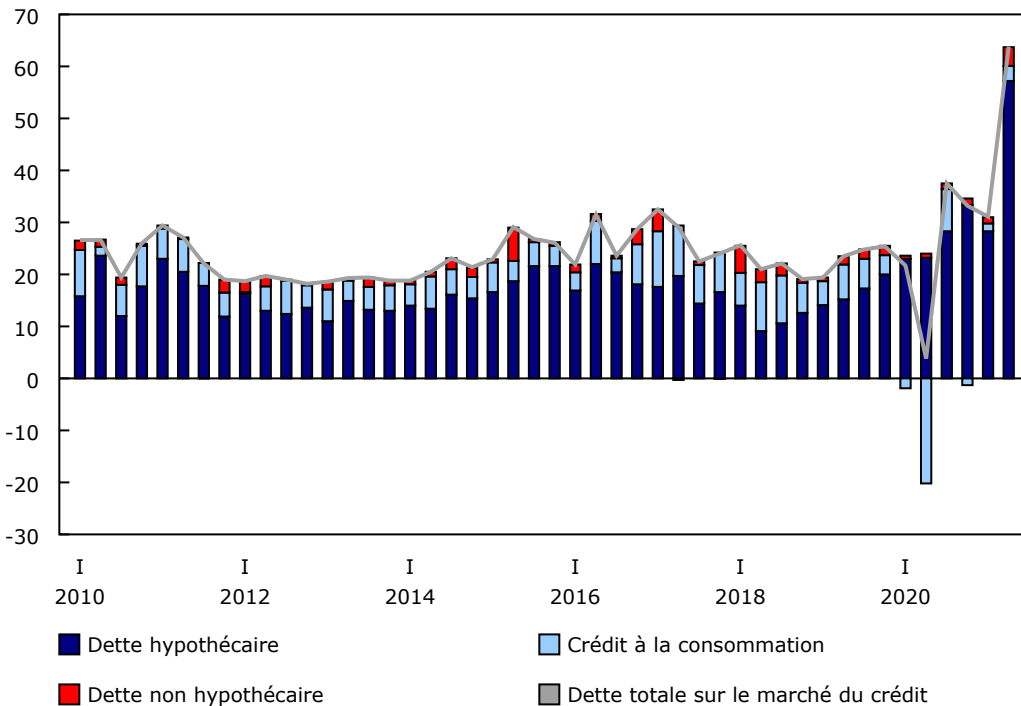
dollars). La demande de prêts hypothécaires s'est établie à 57,2 milliards de dollars. Elle a été principalement à l'origine de l'augmentation globale et a éclipsé le précédent niveau record d'emprunts hypothécaires atteint au quatrième trimestre de 2020, les règles hypothécaires s'étant resserrées en juin et les taux étant demeurés bas par rapport aux niveaux historiques. La demande de prêts non hypothécaires par les ménages était de 6,6 milliards de dollars, soit le double du trimestre précédent. Dans l'ensemble, les emprunts hypothécaires ont représenté 89,7 % des ajouts nets à la dette sur le marché du crédit.

Les banques à charte ont fourni 48,7 milliards de dollars de fonds de prêts hypothécaires résidentiels aux ménages au cours du trimestre, et le deuxième fournisseur en importance, les quasi-banques, 9,5 milliards de dollars. Les quasi-banques sont composées de coopératives de crédit et de sociétés de fiducie et de prêts hypothécaires et, bien qu'historiquement elles soient à l'origine d'une plus petite part des prêts hypothécaires aux ménages, comme les banques à charte, elles ont enregistré une activité record au deuxième trimestre. Parmi les nouveaux fonds hypothécaires avancés par les banques à charte, la demande de prêts hypothécaires résidentiels non assurés à taux variable a enregistré une hausse marquée.

L'activité élevée d'emprunt a fait augmenter la dette totale sur le marché du crédit (crédit à la consommation et prêts hypothécaires et non hypothécaires), celle-ci ayant dépassé 2,5 billions de dollars à la fin du trimestre pour se situer à 2 533,4 milliards de dollars. La dette hypothécaire s'est établie à 1 741,7 milliards de dollars et les prêts non hypothécaires ont totalisé 797,7 milliards de dollars. Depuis le premier trimestre de 2020, l'encours de la dette non hypothécaire a diminué de 0,8 %, tandis que l'encours de la dette hypothécaire a augmenté de 10,8 %.

Graphique 3
Dette des ménages sur le marché du crédit, flux désaisonnalisés

milliards de dollars



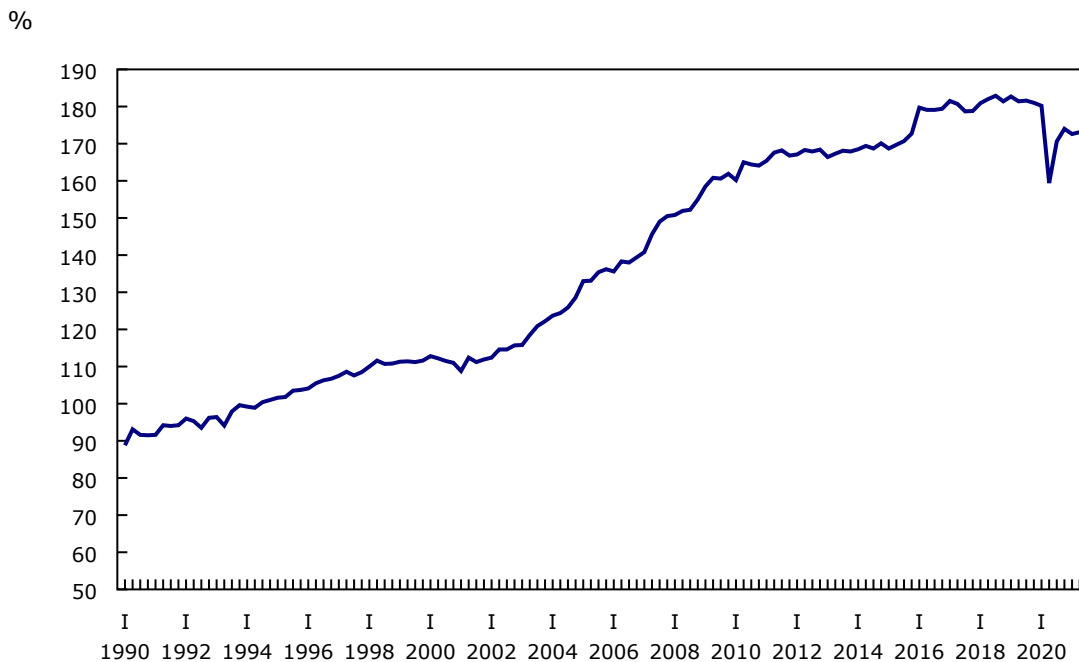
Source(s) : Tableau 38-10-0238-01.

Le ratio du service de la dette des ménages et le ratio de la dette au revenu demeurent inférieurs aux ratios observés avant la pandémie

Sur une base désaisonnalisée, la dette des ménages sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages a augmenté pour passer de 172,6 % au premier trimestre à 173,1 %, l'augmentation de 2,5 % de la dette des ménages sur le marché du crédit et l'endettement hypothécaire important étant supérieurs à la croissance du revenu disponible des ménages (+2,2 %). Autrement dit, il y avait 1,73 \$ de dette sur le marché du crédit pour chaque dollar de revenu disponible des ménages.

Malgré la hausse de la proportion de la dette par rapport au revenu disponible, le ratio du service de la dette des ménages, qui correspond au total des paiements obligatoires du capital et des intérêts sur la dette sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible des ménages, a diminué pour passer de 13,45 % au premier trimestre à 13,32 % au deuxième trimestre. La croissance du revenu disponible des ménages avant les paiements d'intérêts (+2,1 %) a dépassé celle du total des paiements de la dette (+1,1 %). Malgré la vigueur continue des emprunts hypothécaires, les paiements d'intérêts sur la dette hypothécaire ont connu une légère baisse, tandis que les paiements obligatoires du capital ont augmenté pour un quatrième trimestre consécutif.

Graphique 4 Dette des ménages sur le marché du crédit par rapport au revenu disponible des ménages, données désaisonnalisées



Source(s) : Tableau 38-10-0238-01.

L'emprunt d'obligations de l'administration publique fédérale se poursuit

La demande de titres d'emprunt de l'administration publique fédérale sur le marché du crédit s'est chiffrée à 52,9 milliards de dollars au deuxième trimestre. Cette demande est presque entièrement constituée de 53,0 milliards de dollars en émissions nettes d'obligations de l'administration publique fédérale, la demande d'autres instruments du marché du crédit ayant ralenti. La Banque du Canada a été à l'origine de la majorité des acquisitions nettes d'obligations de l'administration publique fédérale (+43,7 milliards de dollars), tandis que les

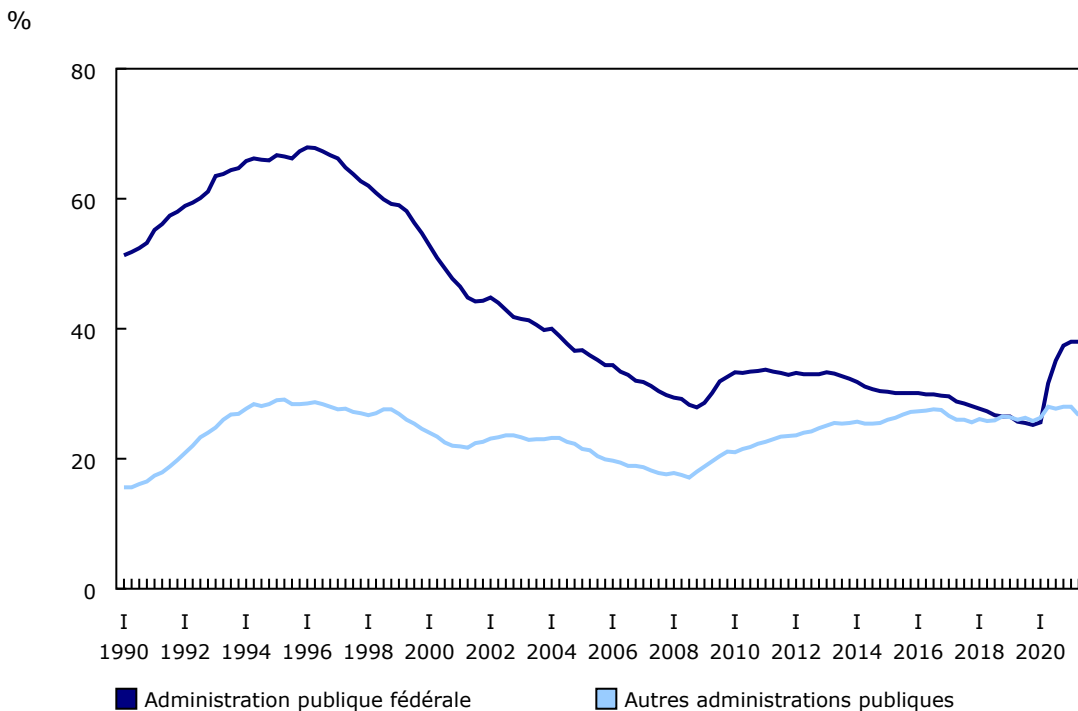
non-résidents ont enregistré des achats nets de 14,4 milliards de dollars. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif d'émissions nettes d'obligations pour une valeur de 10 milliards de dollars et plus, les émissions nettes d'obligations de l'administration fédérale publique ayant totalisé 336,4 milliards de dollars au cours des cinq derniers trimestres.

La demande des autres ordres de gouvernement (à l'exclusion des caisses de sécurité sociale) pour des fonds des marchés du crédit a totalisé 21,1 milliards de dollars au deuxième trimestre. Cette demande était constituée en grande partie d'émissions nettes d'obligations des administrations publiques provinciales et territoriales, qui ont diminué pour passer de 25,7 milliards de dollars au premier trimestre à 19,2 milliards de dollars au deuxième trimestre.

Les ratios de la dette de l'administration publique au produit intérieur brut enregistrent une légère baisse

Le ratio de la dette nette de l'administration publique fédérale (la valeur comptable du total des passifs financiers moins le total des actifs financiers) au produit intérieur brut (PIB) a affiché une légère baisse pour s'établir à 38,0 % au deuxième trimestre, tandis que le ratio de la dette nette des autres administrations publiques au PIB a diminué pour passer de 28,0 % à 26,7 %.

Graphique 5
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut



Source(s) : Tableau 38-10-0237-01.

La demande de fonds des sociétés non financières privées augmente

La demande de fonds des sociétés non financières privées s'est établie à 31,4 milliards de dollars au cours du trimestre. Il s'agit de la deuxième demande en importance depuis le début de la pandémie. La demande a pris principalement la forme d'emprunts non hypothécaires (+16,4 milliards de dollars) et d'émissions d'obligations (+11,0 milliards de dollars). Elle a été contrebalancée par une baisse des actions cotées (-2,9 milliards de dollars).

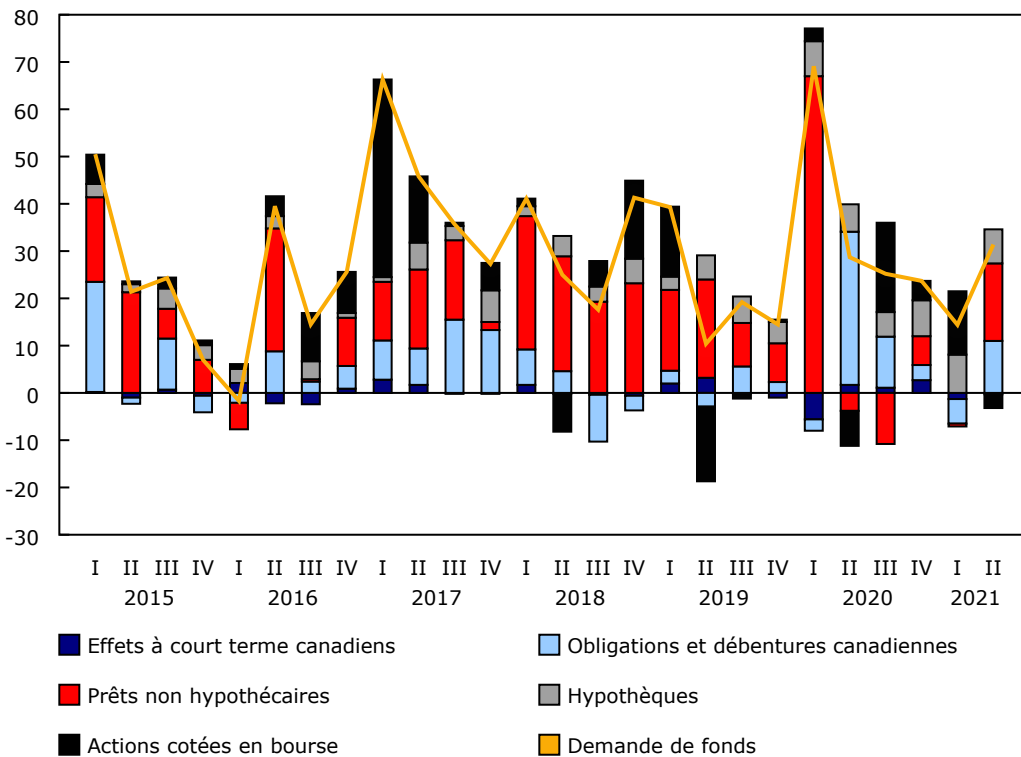
et des liquidations nettes d'effets à court terme (0,3 milliard de dollars). Au cours des quatre derniers trimestres, les prêts nets des sociétés non financières ont été supérieurs à ceux de toutes les autres périodes de quatre trimestres depuis 1990 (+95,8 milliards de dollars), les subventions gouvernementales et les prix des produits de base ayant stimulé les excédents d'exploitation, tandis que les dépenses au titre de la formation brute de capital fixe ont diminué.

Le total des devises et des dépôts des sociétés non financières privées a augmenté de 7,2 % pour s'établir à 762,6 milliards de dollars. Selon les données de l'[Enquête canadienne sur la situation des entreprises](#) diffusées en août, 79,3 % des entreprises ont déclaré disposer des liquidités ou des actifs liquides nécessaires pour poursuivre leurs activités au cours des trois mois suivants, en hausse comparativement à environ 75 % en mai. Par ailleurs, environ 19 % des entreprises ont déclaré qu'elles n'étaient pas en mesure de s'endetter davantage, en hausse comparativement à 14,8 % dans les données publiées en mai 2021.

Les banques à charte ont été le principal fournisseur de prêts non hypothécaires aux sociétés non financières privées au cours du trimestre, tandis que les programmes gouvernementaux, comme le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (dans le cadre duquel on a cessé d'accepter les demandes à la fin du mois de juin), ont continué de soutenir financièrement les sociétés non financières privées par l'entremise de prêts non hypothécaires (+3,7 milliards de dollars).

Graphique 6 Demande de fonds des sociétés non financières privées

milliards de dollars



Source(s) : Tableau 36-10-0579-01.

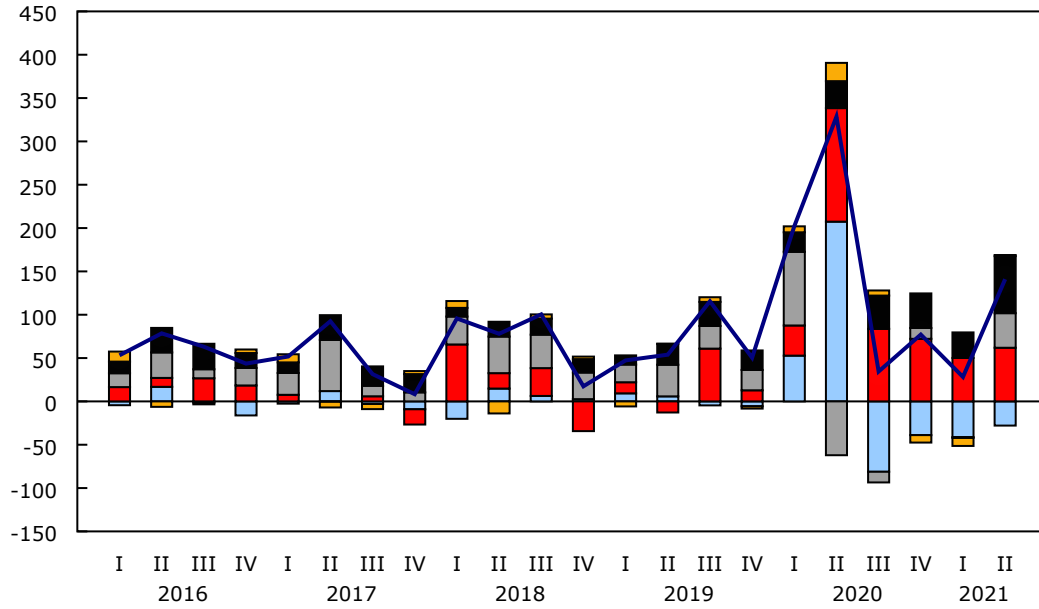
L'offre de fonds du secteur financier augmente et les prêts hypothécaires atteignent un niveau record

Les sociétés financières ont injecté 141,0 milliards de dollars dans l'économie au moyen d'instruments du marché financier, en hausse par rapport à la somme de 28,2 milliards de dollars affichée au trimestre précédent. L'offre de fonds a principalement pris la forme de prêts hypothécaires de 65,8 milliards de dollars et d'achats nets d'obligations de 61,9 milliards de dollars, surtout accordés par les banques à charte et la Banque du Canada respectivement, et a été contrebalancée en partie par les liquidations nettes d'effets à court terme (27,9 milliards de dollars).

La valeur marchande des actifs financiers des sociétés financières s'est accrue de 3,1 % pour se chiffrer à 19 125,2 milliards de dollars. La croissance est principalement attribuable à une augmentation de 550,5 milliards de dollars de la valeur des actions et des parts de fonds d'investissement, les marchés boursiers canadiens et étrangers s'étant bien comportés. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par la baisse de la valeur des devises et des dépôts, celle-ci ayant diminué de 87,1 milliards de dollars, du fait de l'élimination progressive d'un programme de prêts à terme de la banque centrale. La valeur marchande des actifs financiers des fonds communs de placement, qui sont principalement détenus par les ménages, a augmenté de 6,8 % pour atteindre 3 042,1 milliards de dollars, alimentée par les opérations nettes en actions étrangères, ainsi que par les réévaluations à la hausse de la valeur des actions et des parts de fonds d'investissement.

Graphique 7
Prêts accordés par le secteur financier

milliards de dollars



- Fonds disponibles
- Effets à court terme
- Obligations
- Prêts non hypothécaires et crédit à la consommation
- Prêts hypothécaires
- Actions cotées

Source(s) : Tableau [36-10-0578-01](#).

Note aux lecteurs

Révisions

La présente diffusion des données du deuxième trimestre de 2021 des comptes du bilan national et des flux financiers comprend les estimations révisées du premier trimestre de 2021. Ces données intègrent des données nouvelles, des données révisées ainsi que des données mises à jour sur les tendances saisonnières. Un aperçu de ces révisions apportées aux concepts, aux méthodologies et aux statistiques est présenté dans le document « [Un aperçu des révisions apportées aux comptes financiers et du patrimoine, 1990 à 2020](#) ».

Des améliorations aux données des comptes du bilan national et des flux financiers, telles que l'élaboration de renseignements détaillés sur les contreparties par secteur, seront incorporées de façon continue. Pour faciliter cette initiative ainsi que d'autres améliorations, on doit prolonger la période de la révision annuelle (normalement les trois années précédentes) au moment de la diffusion des données du troisième trimestre. Ainsi, pour les deux prochaines années, lors de la diffusion des comptes financiers et du patrimoine du troisième trimestre, les données seront révisées rétrospectivement jusqu'à 1990 pour assurer une série chronologique continue.

Lors de la diffusion des données du troisième trimestre de 2021, divers changements seront intégrés aux comptes du bilan national et des flux financiers. Cela comprend une présentation remaniée des actifs non financiers afin d'en accroître la précision et de mieux harmoniser avec les normes internationales. En outre, les estimations pour les instruments dérivés seront examinées en vue de leur publication en tant qu'instrument financier distinct et les conventions de rachat seront reclassées dans la catégorie des prêts plutôt que des autres comptes créditeurs et débiteurs. Conjointement à la diffusion du troisième trimestre, un article présentant plus en détail ces révisions sera publié.

Comptes financiers et du patrimoine sur une base de qui à qui : certains instruments financiers

Le produit de visualisation des données « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) » a été mis à jour en fonction des données du premier trimestre au deuxième trimestre de 2021.

Prochaine diffusion

Les données du troisième trimestre sur les comptes du bilan national et des flux financiers seront diffusées le 10 décembre.

Aperçu des comptes financiers et du patrimoine

La présente diffusion des données des comptes financiers et du patrimoine regroupe les comptes du bilan national (CBN), les comptes des flux financiers (CFF) et les comptes des autres changements d'actifs.

Les CBN sont composés des bilans de tous les secteurs et sous-secteurs de l'économie. Les principaux secteurs sont les ménages, les institutions sans but lucratif au service des ménages, les sociétés financières, les sociétés non financières, les administrations publiques et les non-résidents. Les CBN englobent tous les actifs non financiers nationaux et toutes les créances d'actifs et de passifs financiers non réglées de tous les secteurs. Afin de permettre une meilleure interprétation des données sur les flux financiers, certaines séries sur les emprunts des ménages sont offertes sur une base désaisonnalisée (tableau 38-10-0238-01). Toutes les autres données ne sont pas désaisonnalisées. Pour obtenir des renseignements sur la désaisonnalisation, veuillez consulter la page [Données désaisonnalisées — Foire aux questions](#).

Les CFF permettent de mesurer les prêts et les emprunts nets par secteur en examinant les opérations financières dans l'économie. Ils fournissent une mesure de l'investissement financier net, qui correspond à la différence entre les opérations en actifs financiers et en passifs financiers (p. ex. les achats nets de titres moins les émissions nettes de titres). Les CFF mettent également en lumière le lien entre les activités financières et non financières dans l'économie, lequel associe les estimations de l'épargne et l'acquisition de capital non financier (p. ex. l'investissement en logements neufs) aux opérations financières sous-jacentes.

Alors que les CFF enregistrent des changements dans les actifs et les passifs financiers entre l'ouverture et la fermeture du bilan associé aux transactions lors de la période de comptabilisation, la valeur des actifs et des passifs détenus par une institution peut aussi changer pour d'autres raisons. Ces autres types de changements, que l'on appelle les autres flux économiques, sont enregistrés dans le compte des autres changements d'actifs.

Ce compte comporte deux composantes principales. La première composante principale est le compte des autres changements de volume d'actifs. Ce compte comprend les changements dans les actifs et les passifs non financiers et financiers liés à l'apparition économique et à la disparition d'actifs, les effets d'événements externes comme les guerres ou les catastrophes sur la valeur des actifs ainsi que les changements de classification et de structure des actifs. La deuxième composante principale est le compte de réévaluation, qui présente les gains et les pertes d'avoirs revenant aux propriétaires d'actifs et de passifs non financiers et financiers pendant la période de comptabilisation et découlant des changements dans les évaluations aux prix du marché.

À l'heure actuelle, seul l'agrégat des autres changements d'actifs est accessible dans le Système canadien des comptes macroéconomiques; aucun renseignement sur les différentes composantes n'est accessible.

Les définitions relatives aux indicateurs financiers sont présentées dans le document intitulé « [Indicateurs financiers des Comptes du bilan national](#) » et dans le [Glossaire du Système canadien des comptes macroéconomiques](#).

Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages

Le compte du bilan national pour le secteur des ménages est réparti entre un certain nombre de dimensions socioéconomiques dans le cadre des [comptes économiques répartis pour le secteur des ménages](#). Des données sur le patrimoine et ses composantes selon le quintile de revenu, l'âge, la génération et la région peuvent être consultées dans les tableaux 36-10-0585-01, 36-10-0586-01, 36-10-0589-01 et 36-10-0590-01.

Il est possible d'en apprendre davantage sur la méthodologie utilisée pour les estimations sur le patrimoine des comptes économiques répartis pour le secteur des ménages en consultant l'article « [Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, estimations des répartitions des actifs, des passifs et de la valeur nette, 2010 à 2019 : rapport technique sur la méthodologie et la qualité](#) ».

Tableau 1
Comptes du bilan national — Valeur marchande, données non désaisonnalisées

	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020	Quatrième trimestre de 2020	Premier trimestre de 2021	Deuxième trimestre de 2021	Premier trimestre au deuxième trimestre de 2021
	milliards de dollars						variation en milliards de dollars
Valeur nette nationale	12 577	12 668	13 250	13 895	14 967	15 649	682
Variation d'une période à l'autre, en pourcentage	-0,9	0,7	4,6	4,9	7,7	4,6	...
Patrimoine national	11 711	11 614	12 125	12 543	13 578	14 147	569
Variation d'une période à l'autre, en pourcentage	-0,0	-0,8	4,4	3,4	8,3	4,2	...
Bilan net des investissements internationaux du Canada	867	1 053	1 125	1 352	1 389	1 502	113
Valeur nette nationale, par secteur							
Secteur des ménages	11 276	11 926	12 358	12 927	13 717	14 231	513
Secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages	139	142	145	149	154	159	4
Secteur des sociétés	966	571	699	745	882	1 017	135
Secteur des administrations publiques	197	29	49	74	214	243	29
	dollars						variation en dollars
Valeur nette nationale par habitant	331 159	333 311	348 622	365 184	392 534	410 149	17 615
Patrimoine national par habitant	308 337	305 602	319 017	329 663	356 112	370 785	14 673

... n'ayant pas lieu de figurer

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Source(s) : Tableau [36-10-0580-01](#).

Tableau 2
Indicateurs du secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages — Valeur marchande

	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020	Quatrième trimestre de 2020	Premier trimestre de 2021	Deuxième trimestre de 2021
	%					
Secteur des ménages, données non désaisonnalisées						
Dettes en proportion du produit intérieur brut (PIB)	103,34	107,49	110,49	112,34	111,55	109,07
Dettes en proportion du revenu disponible	179,08	173,51	172,63	172,07	169,72	175,11
Dettes sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	176,84	171,36	170,48	169,93	167,58	172,93
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	167,50	162,31	161,59	161,08	158,93	163,97
Valeur nette en proportion du revenu disponible	844,73	861,88	872,69	898,02	934,15	971,65
Dettes en proportion des actifs totaux	17,49	16,76	16,51	16,08	15,37	15,27
Dettes en proportion de la valeur nette	21,20	20,13	19,78	19,16	18,17	18,02
Dettes sur le marché du crédit en proportion de la valeur nette	20,93	19,88	19,54	18,92	17,94	17,80
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion de la valeur nette	19,83	18,83	18,52	17,94	17,01	16,87
Total des actifs en proportion de la valeur nette	121,20	120,13	119,78	119,16	118,17	118,02
Actifs financiers en proportion de la valeur nette	61,83	62,74	62,37	62,19	60,10	60,60
Actifs financiers en proportion des actifs non financiers	104,16	109,33	108,63	109,17	103,49	105,54
Capitaux propres en proportion des biens immobiliers	73,55	73,79	74,19	74,72	76,51	76,30
Biens immobiliers en proportion du revenu disponible	444,15	439,33	445,02	455,75	487,37	501,30
Secteur des ménages et des institutions sans but lucratif au service des ménages, données non désaisonnalisées						
Dettes en proportion du PIB	105,54	109,78	112,82	114,69	113,90	111,32
Dettes en proportion du revenu disponible	178,29	172,78	171,84	171,29	169,00	174,36
Dettes sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	174,13	168,64	167,66	167,11	164,83	170,19
Secteur des ménages, données désaisonnalisées						
Dettes sur le marché du crédit en proportion du revenu disponible	180,19	159,36	170,61	174,00	172,56	173,08
Crédit à la consommation et prêts hypothécaires en proportion du revenu disponible	170,68	150,94	161,69	164,97	163,64	164,14

Source(s) : Tableaux [38-10-0235-01](#) et [38-10-0238-01](#).

Tableau 3
Indicateurs du secteur des sociétés — Données non désaisonnalisées

	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020	Quatrième trimestre de 2020	Premier trimestre de 2021	Deuxième trimestre de 2021
	%					
Secteur des sociétés						
Dette totale des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur marchande)	221,86	209,19	200,53	194,07	187,29	182,05
Dette sur le marché du crédit des sociétés privées non financières en proportion des capitaux propres (valeur comptable)	70,02	67,10	65,40	63,85	63,84	63,45

Source(s) : Tableau [38-10-0236-01](#).

Tableau 4
Indicateurs du secteur des administrations publiques — Données non désaisonnalisées

	Premier trimestre de 2020	Deuxième trimestre de 2020	Troisième trimestre de 2020	Quatrième trimestre de 2020	Premier trimestre de 2021	Deuxième trimestre de 2021
	%					
Secteur des administrations publiques						
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du produit intérieur brut (PIB), administrations publiques	113,60	133,04	136,85	140,95	138,09	133,32
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	42,69	58,12	60,17	63,90	61,44	59,51
Dette brute (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	64,68	69,56	71,84	72,22	71,91	68,99
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administrations publiques	38,01	44,64	47,15	49,67	50,30	49,52
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, administration publique fédérale	25,57	31,57	35,08	37,40	38,05	38,04
Dette nette (valeur comptable) en pourcentage du PIB, autres administrations publiques	26,30	28,03	27,72	28,00	28,03	26,72

Source(s) : Tableau [38-10-0237-01](#).

Tableaux disponibles : [11-10-0065-01](#), [36-10-0448-01](#), [36-10-0467-01](#), [36-10-0578-01](#) à [36-10-0580-01](#) et [38-10-0234-01](#) à [38-10-0238-01](#) .

Définitions, source de données et méthodes : numéros d'enquête [1804](#) et [1806](#).

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Comptes financiers sur une base de qui à qui, certains instruments financiers](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X](#)).

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Comptes économiques répartis pour le secteur des ménages, patrimoine : outil interactif](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X](#)).

Il est maintenant possible de consulter le produit de visualisation de données intitulé « [Statistiques sur les titres financiers](#) », qui fait partie de la série *Statistique Canada — Produits de visualisation des données* ([71-607-X](#)).

Le portail [Statistiques des comptes économiques](#), accessible sous l'onglet *Sujets* de notre site Web, offre un portrait à jour des économies nationale et provinciales et de leurs structures.

La publication *Les nouveautés en matière de comptes économiques canadiens* ([13-605-X](#)) est accessible.

Il est également possible de consulter le *Guide de l'utilisateur : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-606-G](#)).

Il est également possible de consulter le *Guide méthodologique : Système canadien des comptes macroéconomiques* ([13-607-X](#)).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).